

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/VD

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Du 2 janvier 2024

ST/A-2024-001

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par l'entreprise MAUGET sise 3 quater les Nauves 33230 COUTRAS, pour des travaux de repose de pavés formant le caniveau sur voirie, rue Jules Favre.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement.

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1^o - A compter du 8 janvier 2024 et jusqu'au 12 janvier 2024, le stationnement sera interdit rue Jules Favre dans la partie comprise entre la rue Montesquieu et la rue de l'Union, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2^o - A compter du 8 janvier 2024 et jusqu'au 12 janvier 2024, la circulation sera interdite, rue Jules Favre dans la partie comprise entre la rue Montesquieu et la rue de l'Union, au droit du chantier.

ARTICLE 3^o - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 4^o - La signalisation nécessaire sera mise en place par les services municipaux.

ARTICLE 5^o - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6^o - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- d'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le deux janvier deux mille vingt-quatre

Pour le Maire par délégation
Le conseiller délégué à la voirie,
à la propreté,
au Centre Technique Municipal
et au plan communal de sauvegarde
Bilal HALHOUL



Signé électroniquement par : Bilal Halhoul
Date de signature : 02/01/2024
Qualité : Parapheur B Halhoul Libourne